

**Annexe 6 RC - Situation du candidat vis-à-vis de la Russie**

**ATTESTATION SUR L’HONNEUR**

Je soussigné(e) :

Nom : …………………….

Prénom : …………………….

Qualité : …………………….

Agissant au nom et pour le compte de la société : …………………….

Dont le siège social est situé au : ……………………

Immatriculée (SIREN ou SIRET) : …………………….

candidat à l’attribution du marché issu de la consultation n° 2025-0421 relative à la fourniture de viandes et de charcuteries réfrigérées au profit du CLV (Centre Logistique Vivres) de Brest et du GSC/Pôle Toulon/Succursale Logistique Vivres publiée par l’**Economat des Armées** – 26 Rue Délizy – F-93500 Pantin-Cedex – France ;

Atteste sur l’honneur :

* Ne pas se trouver dans un cas d’interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l’article L. 2141-4 du code de la commande publique ;
* N’entrer dans aucun des cas d’interdiction prévus par le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, et en particulier :

o que ni l’attributaire pressenti que je représente ni aucune des sociétés membres du groupement attributaire pressenti n’est une personne physique ou morale de nationalité russe ou une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;

o que ni l’attributaire pressenti que je représente ni aucune des sociétés membres du groupement attributaire pressenti n’est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d’une entité établie sur le territoire russe ou d’une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe;

o ni l’attributaire pressenti que je représente ni aucune des sociétés membres du groupement pressenti n’est une entité détenue à plus de 50%, et de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;

o m’engager au nom de l’attributaire pressenti que je représente à ne pas recourir à plus de 10% de la valeur de l’accord-cadre et le cas échéant du marché subséquent ou marché spécifique à un sous-traitant, fournisseur ou aux capacités de tout opérateur économique visé à l’un des trois cas susmentionnés.

Je suis par ailleurs informé(e) que l’établissement d’une fausse déclaration, incomplète ou erronée m’expose à des sanctions pénales et à la résiliation du marché dont je suis titulaire.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature et cachet de la société** |
|  |  |  |

*(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente. Fournir ce pouvoir si celui-ci ne figure pas dans le dossier d’offre remis dans le cadre du marché soumissionné.*